

FAITS SAILLANTS

- 8 000 nouveaux déplacés dans le Mayo-Tsanaga en janvier 2018
- Une réponse d'urgence pour l'accès à l'eau des déplacés de Kolofata
- Le Plan de réponse humanitaire 2018 lancé avec succès à Yaoundé
- 10 millions de dollar attribués au Cameroun par le fonds d'urgence des Nations Unies (CERF)

CHIFFRES CLÉS

Nb. de personnes dans le besoin (HNO)	3,3 M
Nb. de personnes ciblées (HRP)	1,3 M
Nb. de personnes déplacées internes à l'Extrême-Nord	241 K
Nb. de personnes déplacées retournées à l'Extrême-Nord	70 K
Nb. de réfugiés camerounais anglophones au Nigéria	12 K

FINANCEMENTS

305 millions
fonds requis (en US\$)

5,3%
financés au 15 février 2018



Au sommaire

Suivi de la situation humanitaire.....	P.1
Plan de réponse humanitaire 2018.....	P.3
Evaluation dans le Mayo-Sava.....	P.4
Le Saviez-vous?.....	P.6
En Bref.....	P.7

Suivi de la Situation Humanitaire

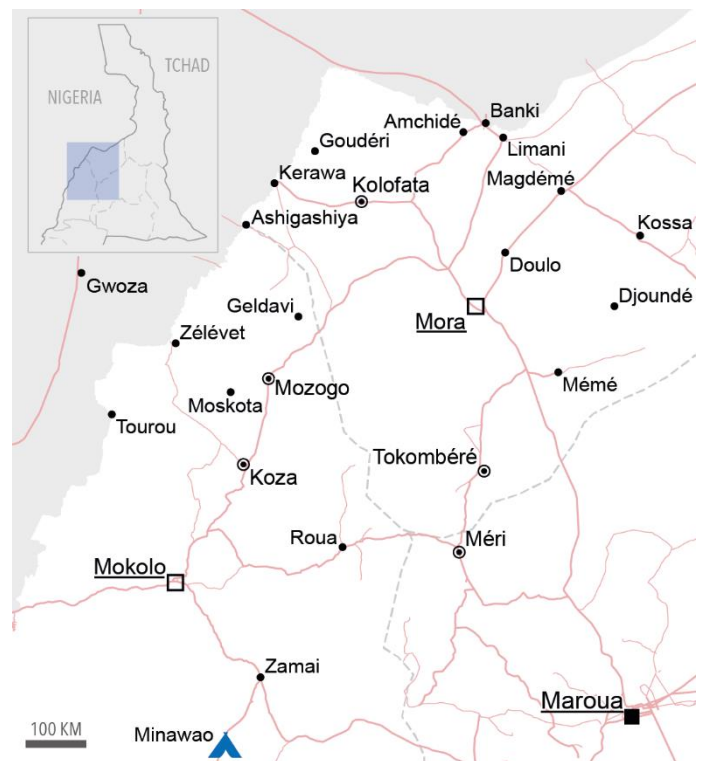
Suivi de la situation sécuritaire

L'opération « Deep Punch 2 » des armées de la Force Multinationale Mixte (Cameroun, Nigéria, Niger et Tchad) contre les positions stratégiques du groupe Boko Haram se poursuit. Elle se concentre sur deux fronts principaux, dans la forêt de Sambisa et les Monts Mandara d'une part et dans le versant ouest du bassin du lac Tchad d'autre part. Au Cameroun, l'offensive conjointe se traduit par des opérations d'envergure dans les zones frontalières du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga.

En dépit de ce vaste déploiement de troupe, la capacité de nuisance et d'attaque du groupe armé perdure. Selon UNDSS, une trentaine d'incursions armées ont été enregistrées en janvier 2018, faisant une vingtaine de morts et entraînant la destruction de nombreuses habitations ainsi que le vol de bétails et denrées de première nécessité. Les opérations de ratissage organisées en retour par les forces armées camerounaises se déroulent dans des conditions de fortes tensions ou les civils sont souvent suspectés d'appartenance ou de connivence avec Boko Haram.

Dans ce contexte de militarisation croissante, des milliers de famille ont été contraintes de fuir leur village. Il est estimé que plus de 8000 personnes se sont déplacées en janvier 2018 dans la région.

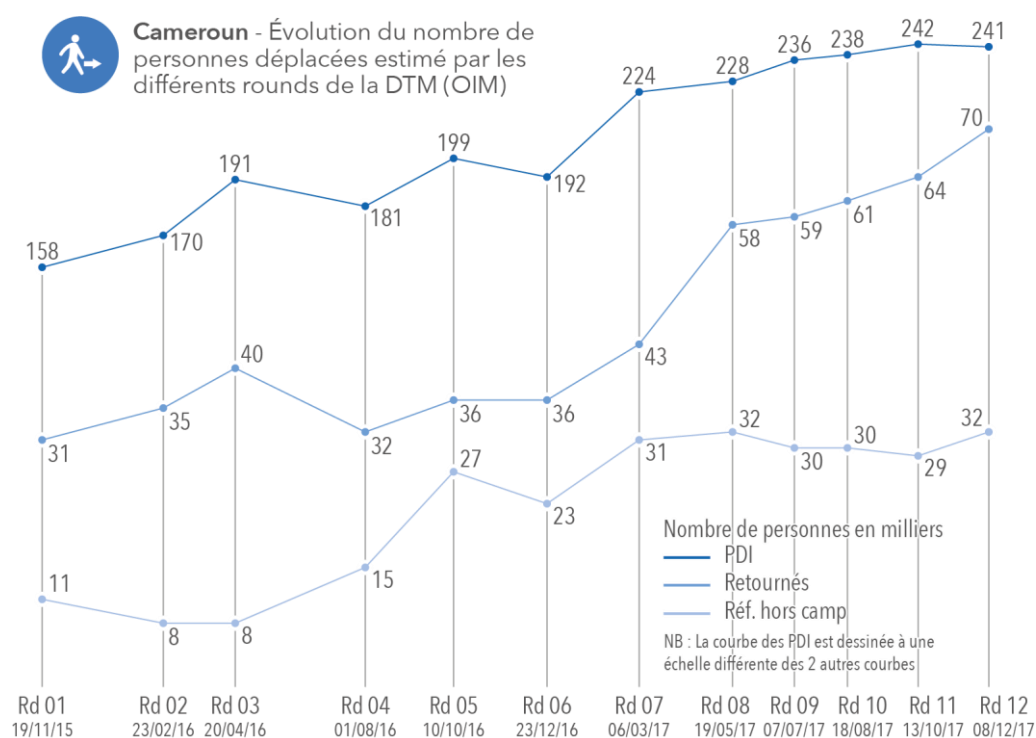
En ce début d'année, le nord-ouest du département du Mayo-Tsanaga est particulièrement affecté par l'insécurité et les mouvements de population conséquents, notamment les zones de Moskota, Tourou et Zelevet (voir carte ci contre). Cette détérioration sécuritaire a des conséquences négatives en termes d'accès humanitaire dans la zone avec le report de nombreuses missions d'évaluation et d'assistance.



Carte de situation – nord-ouest du Mayo-Tsanaga

Evolution des déplacements dans la région de l'Extrême-Nord

La **dernière matrice de suivi des déplacements (DTM)** de l'Organisation Internationale pour les Migrations, évaluée à 342 416 le nombre de personnes en déplacement dans la région de l'Extrême-Nord fin novembre 2017. Ce chiffre comprend 241 030 personnes déplacées internes (PDI), 31 656 réfugiés hors camp et 69 730 retournés (anciens PDI ou Camerounais réfugiés dans les pays voisins). L'évolution la plus significative est l'augmentation de 9 % du nombre de personnes retournées dans leur localité d'origine par rapport à l'enquête d'octobre 2017. Selon la DTM, plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette accélération, y compris les efforts de plaidoyer du gouvernement en faveur du retour, l'augmentation de la présence des forces armées dans les zones de retour ou le manque d'assistance ressenti dans les zones de déplacement.



Impact humanitaire de la crise en régions anglophones

La communauté humanitaire continue de suivre avec attention l'impact de la crise qui secoue les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis octobre 2016. La situation s'est considérablement détériorée à l'automne 2017 après la répression des manifestations organisées en marge de la déclaration symbolique de l'indépendance des régions anglophones proclamée le 1er octobre, ainsi que la multiplication des attaques armées contre les forces de défense et de sécurité camerounaises. Plus récemment, l'annonce de l'extradition contestée de 47 leaders anglophones du Nigéria vers le Cameroun, le 29 janvier, a entraîné la multiplication des incidents armés dans la région du Nord-Ouest. Les violentes attaques des séparatistes contre les forces de défense et de sécurité camerounaises provoquent de vastes opérations de bouclage et de recherche de ces dernières dans les zones concernées.

Dans ce contexte d'insécurité et de méfiance généralisée, la protection des populations civiles est particulièrement menacée, avec un risque élevé d'atteintes aux droits fondamentaux des personnes et la multiplication des risques de violences sexuelles et basées sur le genre. Au 24 janvier 2018, le HCR et ses partenaires ont enregistré plus de 11 500 Camerounais ayant fui les violences dans les états frontaliers de Cross River, Benue et Taraba au Nigéria. Si le mouvement est difficile à chiffrer, il est estimé que des milliers de personnes additionnelles se sont déplacées à l'intérieur du Cameroun.

La protection des enfants doit aussi être suivie avec attention alors que la destruction et la fermeture des écoles, couplée à la crainte des parents d'y envoyer leurs enfants, entraînent une diminution préoccupante de l'accès à l'éducation. Cette déscolarisation a des conséquences négatives sur la protection de l'enfance (augmentation du travail des enfants, hausse de la petite criminalité, augmentation du nombre de grossesses précoces, augmentation de la consommation des stupefiants...).

Le dernier facteur aggravant de la crise concerne le ralentissement de l'activité économique. En effet, la juxtaposition de la tension sécuritaire, de la limitation des mouvements des personnes et des biens et des opérations villes-mortes, génère une diminution des opportunités d'emploi et de moyens de subsistance ainsi que l'adoption de stratégies de survie négatives par les populations. Une situation d'autant plus préoccupante que les récents résultats de **l'évaluation CFSVA** (évaluation globale de la sécurité alimentaire et la vulnérabilité) indiquent que le Nord-Ouest est la seconde région du pays la plus affectée par l'insécurité alimentaire avec une prévalence de 18.10%.



Fournir aux personnes, en situation d'urgence, **une assistance coordonnée, innovante, intégrée et adaptée** à leurs besoins, nécessaire à leur survie



Défendre l'accès à la protection, conformément aux lois nationales et internationales; promouvoir et renforcer la redevabilité envers les populations affectées, dans le respect des principes humanitaires



Les programmations humanitaires et de développement sont fondées sur une collecte et une analyse de **données sur les risques et vulnérabilités sensibles au genre** et âge.



Renforcer les capacités de résilience des populations vulnérables, par groupe d'âge et de genre, et soutenir les acteurs nationaux à prévenir et faire face aux chocs.

Objectifs Stratégiques du Plan de Réponse 2017-2020

Zoom : Lancement du Plan de Réponse Humanitaire 2018

Le 25 janvier, le Gouvernement du Cameroun et ses partenaires humanitaires ont lancé un appel de fonds de 305 millions de dollars en vue de répondre aux besoins humanitaires urgents de 1,3 million de personnes à travers le **Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2018**. Ce Plan représente l'aboutissement d'un processus inclusif et consultatif par lequel l'ensemble de la communauté humanitaire a défini comment assister les personnes les plus vulnérables tout en traitant des causes sous-jacentes de la crise à travers le renforcement des capacités de résilience des populations et la diminution des risques et vulnérabilités à la base de leurs besoins.

Un plan de réponse humanitaire ambitieux pour venir en aide à 1,3 millions de personnes dans le besoin d'aide humanitaire d'urgence

La population camerounaise reste confrontée à une crise humanitaire complexe liée aux conséquences des conflits en cours dans le bassin du lac Tchad et en République Centrafricaine, et aux effets de vulnérabilités structurelles de longs termes se manifestant par d'importants niveaux d'insécurité alimentaire et un faible accès aux services de base tels que l'éducation, la santé ou les services d'eaux, hygiène et assainissement.

L'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) a en effet révélé que le nombre de personnes nécessitant une aide d'urgence a augmenté de 14% depuis 2017 pour atteindre 3,3 millions de personnes en 2018. Le Plan de réponse cible 40% de ces personnes dans le besoin en considérant la sévérité des besoins évalués, la capacité de réponse des acteurs, la situation sécuritaire et l'accès physique (état des routes, contraintes liées au climat, barrières administrative, etc.). La stratégie de réponse est géographiquement limitée aux 4 régions prioritaires que sont l'Adamaoua, l'Est, le Nord et l'Extrême-Nord, qui regroupent plus de 99% de l'ensemble des besoins humanitaires du pays.

Le Plan de réponse comporte quatre objectifs stratégiques, présentés ci contre.

L'innovation et la complémentarité au cœur de la stratégie de réponse

Dès 2017, la communauté humanitaire a adopté un plan de réponse pluriannuel (2017-2020) aligné sur le plan de développement des Nations Unies, l'UNDAF (2018-2020), lui-même ancré sur la temporalité du cadre stratégique gouvernemental, le DSCE (2010-2020). Ce choix répondait à la volonté d'une meilleure harmonisation des programmes humanitaires et de développement, dans un contexte de crise prolongée où se mêlent besoins humanitaires et défis de développement. L'objectif n'est pas de remplacer l'action humanitaire par des activités de développement ou vice-versa. Il s'agit plutôt d'assurer que

Le Plan de réponse humanitaire vise à répondre aux besoins urgent de 1,3 million de personnes, soit 40% de l'ensemble des personnes dans le besoin dans le pays

l'assistance d'urgence soit accompagné et suivi d'actions qui favorisent le développement, le bien-être et l'autonomisation des populations à long terme: c'est la **Nouvelle Manière de Travailler**.

En 2018, chaque secteur a entamé une réflexion sur la manière de mettre en pratique cette nouvelle approche. Chaque plan de réponse sectoriel intègre désormais un encart sur la manière dont les acteurs du secteur entendent renforcer leur lien avec les partenaires du gouvernement et du développement. Par exemple, les membres du secteur Education se sont engagés à renforcer leur collaboration avec le Gouvernement du Cameroun pour garantir que leur soutien d'urgence aux enfants affectés par la crise fasse écho à une politique nationale forte qui permette ensuite à ces enfants d'intégrer un système éducatif de qualité, composé de personnel enseignant bien formé et doté de structures scolaire saines et sécurisées.

Une deuxième innovation consiste en la rédaction d'un nouveau chapitre: le plan de réponse multisectoriel aux non réfugiés. Les besoins des personnes affectées par la crise sont multiples et se limitent rarement à un seul domaine. Dès lors, il est essentiel que les activités de réponse fournies par les différents secteurs soient complémentaires pour aboutir à un résultat durable et efficace. Par exemple, il est nécessaire que les acteurs de l'Eau Hygiène et Assainissement collaborent avec les acteurs du secteur Education afin que toutes les écoles disposent de points d'eau et d'installations d'hygiène et d'assainissement salubres propices à la santé et au bien-être des enfants. Identiquement, il n'est pas possible de considérer une solution durable à l'enjeu du déplacement internes sans engager simultanément les acteurs humanitaires de plusieurs secteurs mais aussi les partenaires de développement et le gouvernement, capables de créer les conditions sécuritaires, sociales et économiques propices au développement des populations.

Les programmes de transferts monétaires à usages multiples, ou assistance Cash multipurpose, sont une autre forme de réponse multisectorielle. Complémentaire à l'aide en nature, cette modalité de l'assistance contribue à la liberté de choix et à la dignité des bénéficiaires en leur permettant de choisir les biens et les services dont ils estiment avoir le plus besoin à l'instant considéré. Plus encore, ils contribuent à la résilience de l'ensemble de la communauté en participant à la vitalité des marchés et de l'économie locale. Reconnaisant la valeur ajoutée de cette programmation monétaire, les acteurs ont prévu d'attribuer 49m USD aux activités Cash dans le cadre du Plan de réponse 2018.

Synthèse des résultats de l'évaluation multisectorielle des besoins dans le département du Mayo-Sava

Une enquête conjointe fruit d'un processus intersectoriel collaboratif

En juin 2017, l'Equipe Humanitaire a validé la proposition de l'Inter Secteur de conduire une évaluation multisectorielle des besoins dans le Mayo-Sava, en insistant sur les questions de protection et d'accès aux services de base et à l'assistance humanitaire. Cette initiative faisait suite au constat des acteurs quant au manque d'information disponible sur les besoins et les lacunes de l'assistance dans le Mayo-Sava, alors même qu'il s'agit du deuxième département le plus affecté par les déplacements de population et le premier en termes d'incidents sécuritaires enregistrés.

Au moment de la collecte en octobre 2017, la population déplacée en raison du conflit était estimée à 73 500 personnes, y compris 60 000 déplacés internes et 13 500 retournés. Si aucun réfugiés hors-camps n'étaient alors enregistré par la DTM de l'OIM, le HCR a depuis lors procédé au recensement de 1 793 réfugiés dans le département. Dans ce contexte d'insécurité et de déplacement, l'Aperçu des Besoins Humanitaire 2018 évalue à 281 000 le nombre de personnes dans le besoin, soit 57% de la population totale du département. Il est notable que 58% d'entre eux sont des enfants de moins de 18 ans.

Les ménages déplacés et retournés des arrondissements de Kolofata et de Mora sont les plus vulnérables, avec des besoins importants en protection et accès aux services de base

La méthodologie (échantillonnage à neuf strates) et les outils (questionnaires ménages et informateurs clés) ont été développés suite à un processus collaboratif impliquant tous les secteurs, à Maroua et Yaoundé. La méthode d'échantillonnage a permis d'obtenir des résultats représentatifs pour les trois groupes de populations cibles (hôtes, PDI, retournés) dans chacun des trois arrondissements (Tokombere, Mora, Kolofata). Un total de 891 ménages a été enquêté entre le 2 et le 12 octobre 2017 par 11 énumérateurs grâce à des tablettes équipées de l'outil Kobo.

Si l'évaluation possède des limites (biais dû au sexe majoritairement masculin des chefs de famille répondants, erreurs de traduction par les enquêteurs, non considération des réfugiés hors-camps), elle constitue néanmoins une source d'information majeure sur le profil des personnes affectées, leurs besoins prioritaires et leur perception de l'accès à l'assistance humanitaire. En cela, elle permet de formuler des recommandations sectorielles claires pour améliorer la réponse collective dans le département.

Faits saillants sur les besoins humanitaires et l'assistance fournie

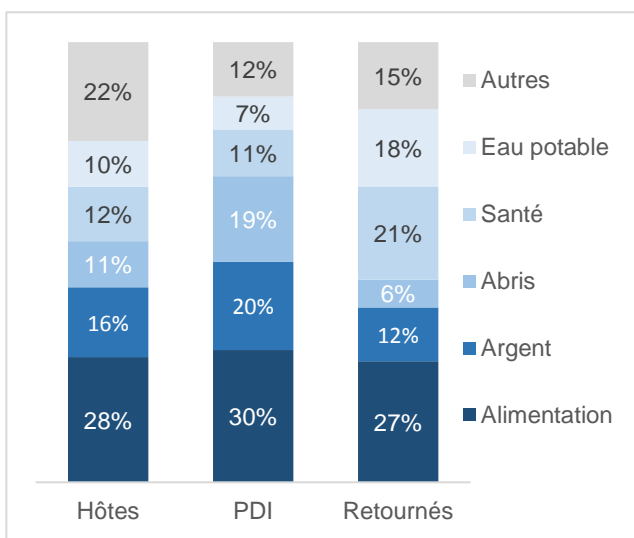
Les points ci-dessous constituent une liste partielle des faits saillants tirés de l'évaluation. Pour une vision exhaustive des résultats de l'évaluation et les recommandations, vous pouvez consulter les rapports préliminaire et final sur le site [Humanitarian Response](#).

Profil des ménages

En moyenne, les ménages sont composés de 7,5 personnes dont 5 enfants. Près d'un tiers des ménages a indiqué que des orphelins vivent au sein de la famille et 22% ont signalé qu'un membre du ménage est handicapé physiquement ou psychologiquement.

Besoins prioritaires

- Selon les ménages interrogés, l'alimentation est le besoin prioritaire (68%). Interrogés sur les 3 besoins les plus urgents pour leur famille, les ménages priorisent ensuite l'argent (39%), la santé (34%), les abris (29%) et l'eau potable (27%) ;
- L'importance du besoin en argent se justifie par la diversité des besoins non satisfaits par l'assistance en nature. L'enquête a par exemple démontré que 73% et 53% des PDI de Tokombéré et Mora respectivement sont locataires, ou encore qu'un quart des ménages de Kolofata consacrent 25 à 50% de ses revenus à l'acquisition d'eau potable ;
- Les ménages PDI et retournés des arrondissements de Kolofata et Mora sont les plus vulnérables, avec des besoins importants en protection et accès aux services de base ;



Proportions des besoins prioritaires exprimés par les ménages

- La moitié des PDI de l'arrondissement de Kolofata n'a pas accès à l'eau potable et 39% n'utilisent pas de latrines ;
- Les trois quarts des ménages retournés n'ont pas accès à un centre de santé à moins d'une heure de marche, témoignant du manque d'offre de santé dans les zones frontalières où se concentre la population retournée ;
- L'accès à l'éducation est un besoin majeur des familles de l'arrondissement de Kolofata. En effet, 77% d'entre elles indiquent que les enfants n'ont pas accès à l'école, reflétant le manque d'écoles fonctionnelles dans les localités frontalières (insécurité, fuite des enseignants, destruction des structures, l'occupation de certaines par les militaires) ;
 - Trois ménages sur quatre de l'arrondissement de Kolofata déclarent qu'au moins un membre de la famille ne dispose pas de papier d'identité ; la documentation étant pourtant un élément déterminant pour accéder à l'assistance ou aux services de base.

Accès à l'assistance et communication avec les personnes affectées

- Seuls 11% des ménages interrogés indiquent l'assistance comme principale source d'alimentation. Ce faible taux de couverture des personnes dans le besoin peut être expliqué par une insuffisance des distributions de vivres et de cash, liée au manque de financement, à des problèmes d'accès et à la faible coordination des acteurs.
- 76% des ménages interrogés estiment n'avoir pas assez d'information sur l'accès à l'assistance. Une proportion qui grimpe à environ 90% pour les ménages retournés et ceux de l'arrondissement de Kolofata, toutes catégories de population confondues.
- Le souci de cohésion sociale et la volonté d'étendre les bénéfices de l'aide aux populations locales doivent être plus systématiquement intégrés dans l'assistance humanitaire. 54% des populations hôtes soulèvent des problèmes liés à des discriminations dans la fourniture de l'aide.

Le Saviez vous ?

Depuis les révélations graves de 2002 sur les actes d'exploitation et d'abus sexuels commis par des travailleurs humanitaires sur des femmes et enfants déplacés et réfugiés en Afrique de l'Ouest, un mouvement global s'est engagé en faveur de **la Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PEAS)** commis par du personnel humanitaire envers les bénéficiaires de l'assistance.

L'exploitation et les abus sexuels par le personnel humanitaire sont des menaces graves à la protection des personnes et elles ont deux conséquences déplorables : à la fois des effets dévastateurs sur la santé physique et mentale des victimes ainsi que sur celle de leur famille et de leur communauté ; et une nuisance considérable au travail des acteurs humanitaires d'autre part, chargés de protéger et de servir les plus vulnérables et dont la réputation est ainsi mise à mal.

Pour les Nations Unies et pour toutes les organisations humanitaires, la lutte contre l'Exploitation et les Abus sexuels est devenue une priorité absolue. En 2003, une circulaire du Secrétaire général des Nations Unies instruit les actions à prendre dans tous les pays, pour la prévention de l'EAS, la protection et la prise en charge des victimes et la mise en place de procédures et de mécanismes de témoignages appropriés.

En mars 2017, le Secrétaire général a publié, **un rapport sur les mesures spéciales pour la PEAS** qui définit une stratégie renforcée autour de quatre domaines pour le système des Nations Unies : 1. faire des droits et de la dignité des victimes une priorité; 2. mettre fin à l'impunité; 3. engager les victimes, la société civile, les populations locales et les acteurs extérieurs; 4. informer et partager les bonnes pratiques.

Depuis l'automne 2017, un réseau des points focaux PEAS s'est constitué à Maroua pour initier la mise en œuvre de cette stratégie. Composé initialement des seules agences des Nations Unies, ce réseau pilote est destiné à s'étendre à l'ensemble des acteurs humanitaires. Ce forum régional doit permettre de renforcer l'engagement, les connaissances, et la responsabilité du personnel, de partager les bonnes pratiques et de

Petit lexique PEAS



L'expression **exploitation sexuelle** désigne le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique.

L'expression **abus sexuel** désigne toute atteinte sexuelle commise avec force, contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal, la menace d'une telle atteinte constituant aussi l'abus sexuel.

soutenir chaque organisation à mettre en œuvre une stratégie et des procédures efficaces en matière de PEAS. Dans ce cadre, des séances de sensibilisation se tiendront, entre janvier et mars 2018, à Maroua et Kousséri autour de la diffusion du film d'information « Servir avec fierté ». A terme, le réseau des points focaux PEAS devra être opérationnalisé à l'échelle nationale et fonctionner sous l'autorité du Coordinateur Humanitaire.

En Bref

- **MSF enclenche une intervention d'urgence pour assurer l'accès à l'eau à plus de 5,000 personnes déplacées à Kolofata**

Au 16 janvier 2018, 939 ménages de 4 690 personnes ont été enregistrés dans le nouveau site de personnes déplacées internes de Kolofata, localité du Mayo-Sava durement affectée par le conflit. Ce site secondaire a été créé à l'été 2017 suivant la décision des autorités locales de relocaliser une partie des personnes déplacées internes vivant dans la ville. Malgré la mobilisation des partenaires pour l'aménagement du site conformément aux standards humanitaires, aucune installation pérenne n'a été construite pour assurer l'approvisionnement du site en eau potable.

Après que plusieurs acteurs aient tiré la sonnette d'alarme devant le risque croissant de maladies hydriques liées à la consommation d'eau insalubre par les personnes déplacées internes, MSF a engagé une intervention d'urgence pour assurer l'approvisionnement en eau du site dès février 2018. Des camions citernes approvisionneront quotidiennement des sites de distribution afin de fournir 15 litres d'eau par personne par jour durant deux mois. L'ONG a lancé un appel pour que cette aide d'urgence temporaire permette aux acteurs du secteur de l'Eau Hygiène et Assainissement de s'organiser afin de mettre en place une solution durable et financièrement soutenable.



Des enfants patientent devant le nouveau site de distribution d'eau potable, Kolofata, Février 2018

- **Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) alloue 10 millions de dollars pour la réponse humanitaire au Cameroun**

Début janvier 2018, le [Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence \(CERF\)](#) a approuvé l'attribution de 10 millions de dollars pour la réponse humanitaire au Cameroun, sous le volet « urgences sous-financées ». Cette allocation devra permettre de sauver des vies en engageant des interventions d'urgence identifiées comme prioritaires par l'Equipe Humanitaire Pays.

Suivant l'annonce de l'éligibilité du Cameroun, le Coordonnateur Humanitaire a convoqué une réunion extraordinaire de l'Equipe Humanitaire Pays le 9 janvier afin de définir les orientations stratégiques devant guider le choix des projets à financer.

Il fût décidé de donner priorité à des projets bénéficiant aux personnes nouvellement déplacées (déplacés internes, réfugiés hors-camps, retournés) et leurs communautés hôtes, restées plusieurs mois inaccessibles pour des raisons sécuritaires dans les départements du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga et dans l'arrondissement de Makary du Logone-et-Chari. Les fonds serviront à leur fournir une assistance vitale dans les secteurs de la Protection, de la Sécurité Alimentaire, de l'Eau Hygiène et Assainissement, de la

Santé et par le biais d'interventions multisectorielles à travers des programmes monétaires à usages multiples.

- **Le processus de rapatriement volontaire des réfugiés nigériens vivant au Cameroun débutera en mars 2018**

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'[Accord Tripartite](#) signé en mars 2017, le groupe de travail technique s'est réuni à Yola, Nigéria, du 27 au 30 novembre 2017. Cette réunion a été accompagnée d'une évaluation des zones de retour potentielles dans l'état de l'Adamawa et d'une visite de reconnaissance par des représentants de la communauté des réfugiés du camp de Minawao.

Le groupe de travail technique a conclu que le processus de rapatriement pouvait être engagé pour une minorité de réfugiés originaires de zones stables et sécurisée de l'état de l'Adamawa (environ 1 000 personnes éligibles). Reporté pour des raisons administratives et sécuritaires, le premier convoi devrait avoir lieu en mars 2018 pour environ 200 réfugiés nigériens suivant l'organisation d'un convoi de simulation en février.

Entre temps, les opérations de sensibilisation et de communication continuent sur le camp de Minawao pour informer les réfugiés des modalités, droits et soutiens associés au rapatriement. De plus, le HCR et ses partenaires continuent leur travail auprès des autorités locales nigérianes pour garantir la durabilité du retour. Cet engagement passe notamment par la restauration des services de base, la présence des forces de sécurité, la promotion du regroupement familial, l'accès à la documentation et la création d'activités génératrices de revenus.

Pour plus d'informations, veuillez contacter
Imane Cherif, Chargée des Affaires Humanitaires, cherif1@un.org
Eve Le Dem, Chargée des Affaires Humanitaires Associée, ledem@un.org
Modibo Traoré, Chef de Bureau, traorem@un.org

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur
www.humanitarianresponse.info/en/operations/cameroon | www.unocha.org |